

Mercredi 15 mars 2017 à 18 heures

## Dossier de presse



**SOIRÉE DÉBAT**  
**FRICHE DE LA BELLE  
DE MAI**  
**MARSEILLE**

**ALTERNATIVES  
À L'UBÉRISATION  
DU TRAVAIL** | LES SOLUTIONS  
PROPOSÉES  
PAR LES ENTREPRISES  
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE  
ET SOLIDAIRE

## **Des pistes concrètes pour accompagner les mutations du travail**

SMart (Société mutuelle des artistes), en partenariat avec la Chambre régionale des entreprises de l'économie sociale et solidaire de Provence-Alpes-Côte d'Azur, propose un débat autour des **alternatives à l'ubérisation du travail, les solutions proposées par les entreprises de l'économie sociale et solidaire**.

Cette soirée a comme grand témoin Sandrino Graceffa, le directeur général de SMart, auteur du livre « Refaire le monde... du travail. Une alternative à l'ubérisation de l'économie ».

Denis Philippe, président de la Cress Paca, Gérard Sanvicens, représentant de la délégation régionale de l'Udes (Union des employeurs de l'ESS), et Elodie Le Breut, administratrice de la Scic « La Friche Belle de Mai », sont les acteurs du débat autour de Sandrino Graceffa et vont développer leur point de vue afin d'échanger avec le public sur les mutations du travail, les besoins de flexibilité de l'économie, les innovations, les atouts d'une économie plurielle.

Ces dix dernières années, les mutations du travail se sont accélérées et les parcours professionnels sont davantage heurtés. L'emploi est discontinu, avec une multiplicité de métiers et d'activités. On observe l'émergence de plateformes numériques qui conduisent à une diversification des formes d'emploi.

Ce développement du travail indépendant, choisi ou subi, nourrit l'ubérisation de l'économie, un phénomène quasi planétaire qui bouleverse les codes du marché du travail. La France est d'ailleurs l'un des pays au monde où il se répand le plus en concernant tous les secteurs : de la santé en passant par la formation.

Progrès pour les uns, catastrophe sociale pour les autres, l'ubérisation sera l'un des grands enjeux de notre modèle social de ces prochaines années. La question du statut et de la protection du travailleur se pose et l'économie sociale et solidaire imagine des filets de protection et d'épanouissement.

Cette réflexion sur l'approche du travail aujourd'hui est au cœur de l'actualité, en cette période présidentielle. Il faut partir du terrain pour préparer l'avenir.

## **La Chambre régionale des entreprises de l'économie sociale et solidaire**

Depuis sa création, la Cress Paca accompagne le développement économique des entreprises de l'économie sociale et solidaire et a mis en place différents outils pour une information rigoureuse, comparative et anticipative.

Aujourd'hui, elle va plus loin avec la tenue du répertoire des entreprises de l'ESS ou en proposant à ses adhérents des solutions utiles à leur développement et à leur croissance, afin d'améliorer la création de valeur : financement, ressources humaines, innovation sociale...

La Chambre, grâce aux liens tissés avec les entreprises de l'ESS, œuvre dans une véritable logique consulaire, afin d'être le catalyseur et l'amplificateur des meilleures initiatives et des meilleures pratiques de ces entreprises.

Les 17 000 établissements employeurs répartis sur tout le territoire régional, représentant de 11 à 19 % de l'emploi privé dans les départements, ont une légitimité forte dans la vie économique de Provence-Alpes-Côte d'Azur et sont les premières à favoriser une coopération inter-entreprises afin de proposer de nouvelles solutions.

Les fédérer au sein de la Cress Paca est l'un des enjeux 2016 qui se poursuit en 2017 avec la commercialisation de l'adhésion.

Attentive aux orientations en matière de développement économique de la région, la Cress Paca entend jouer pleinement son rôle d'acteur de rang consulaire afin de veiller à l'intégration de l'économie sociale et solidaire dans celles-ci ainsi que dans les formes de soutien aux entreprises que met en place la Région.

Les entreprises de l'ESS participent à la montée en gamme d'une économie de la qualité, qui contribue à la prospérité de tous. Elles sont au cœur des transformations en cours, favorisant des partenariats publics-privés, générant des solutions novatrices. Elles sont motrices dans les nouvelles attentes des Français, en améliorant les services du quotidien et en développant l'emploi de proximité.

Les études le montrent, depuis 30 ans le monde de l'ESS a su braver les crises économiques et financières.

L'économie sociale et solidaire est l'un des partenaires d'une politique économique, sociale et écologique, elle ne doit pas être traitée à part. Elle fait partie intégrante des richesses économiques de la Région. En cinq ans, elle a permis la création nette de plus de 4 000 emplois sur le territoire régional.

## **SMart : Société mutuelle des artistes**

La Société mutuelle des Artistes (SMart) est née en réponse à la demande croissante des artistes confrontés aux difficultés de gestion de leur statut et de leur activité. Fondée en Belgique en 1998, elle propose aux professionnels (créateurs comme techniciens) des outils performants et simples d'accès. Elle les guide face à la complexité administrative et réglementaire.

En effet, plutôt que de créer systématiquement une association ou une entreprise pour développer un projet, SMart est une coopérative capable, par sa taille, de mutualiser l'ensemble des services nécessaires à sa gestion.

Aujourd'hui SMart est présent dans neuf pays européens : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, France, Hongrie, Italie, Pays-Bas et Suède. En 2017, SMart se prépare à devenir la plus grande coopérative de travailleurs d'Europe.

En France, SMart se met en place en 2008. Le choix d'une structure d'économie sociale et solidaire correspond à sa volonté d'indépendance, de citoyenneté, d'engagement et de solidarité.

Les ressources financières, générées par la gestion de contrats et d'activités, sont redistribuées aux membres sous forme de services, de développement d'outils professionnels, de formation, de recherche et de représentation. Ce fonctionnement assure à SMart une autonomie économique et financière ainsi qu'une indépendance idéologique et politique.

SMart France regroupe 8 000 artistes et créateurs, 13 bureaux et 6 600 projets gérés. Il y a trois ans, la coopérative s'est transformée en Scic (Société coopérative d'intérêt collectif).

Le bureau de Marseille est actif depuis novembre 2011 et compte déjà 950 artistes et plus de 300 activités générées, pour un chiffre d'affaires s'élevant à plus de 2,5 millions d'euros. Paca figure d'ailleurs parmi les régions les plus dynamiques.

Au-delà de l'accompagnement, SMart, en tant que producteur, propose un service de gestion de projets et un autre de gestion de contrats en qualité de mandataire.

## **Sandrino Graceffa grand témoin du débat**

En 2014, Sandrino Graceffa est choisi pour succéder aux fondateurs de SMart en Belgique et entame la mutation coopérative de ce groupe d'économie sociale et solidaire présent dans neuf pays d'Europe.

En 2008, il était l'un des fondateurs de SMart France sous la forme d'une Union d'économie sociale.

Il a publié au l'automne 2016 une analyse originale de l'évolution du monde du travail et des mutations qui s'opèrent aujourd'hui sous nos yeux. Il propose des pistes concrètes pour accompagner le changement à l'œuvre dans une perspective de progrès social.

### **Son parcours**

1991	Directeur du centre social Méditerranée (Lille)
1994	Attaché territoriale au sein de la ville de Wattignies (Hauts de France)
1997	Directeur de l'association « Turbulences » (Hauts de France). Accompagnement des personnes vers la création d'entreprise ou le développement de projets.
2000	Master de la faculté de droit d'économie et de gestion
2001	Professeur associé au sein de l'université d'Artois (Hauts de France). Enseigne l'aménagement du territoire et le développement local, codirige l'Institut universitaire professionnel des métiers d'arts et de la culture
2001	Fondateur de l'agence conseil « Multicité consultants », devenue en 2013 la coopérative conseil « Extracité », basée à Lille.
2006	Création de la coopérative d'emploi « GrandsEnsembles » et de la coopérative d'emploi et d'activité « Alterna » (Hauts de France)
2008	Lancement de SMart France
2014	Directeur général de SMart

### **Son livre « Refaire le monde... du travail. Une alternative à l'ubérisation de l'économie »**

L'intérêt que suscite la question du « travail » est unique aujourd'hui en France et dans l'ensemble du monde occidental. En Belgique comme en France, les projets de réformes du Code du travail entraînent remous et vagues de contestations. Nous assistons par ailleurs à une diversification des formes d'emploi nécessitant agilité et créativité. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'ouvrage de Sandrino Graceffa. D'emblée, l'auteur ramène la problématique du travail et de l'entreprise au cœur des enjeux à relever pour les prochaines années. Son expérience et son public lui fournissent tous les éléments utiles pour imaginer ce que sera le travail demain. Le portrait-robot des membres de SMart est l'archétype de cette évolution : un travailleur cumulant l'emploi discontinu, une grande mobilité, plusieurs clients, une multiplicité de métiers et d'activités, tantôt alimentaires, tantôt désintéressés et engagés, voire alliant les deux. À l'heure d'une ubérisation croissante du monde du travail, les pistes proposées par Sandrino Graceffa sont concrètes et stimulantes pour dépasser l'alternative entre travail salarié subordonné et travail indépendant précarisé.

## **Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire : Udes**

L'union des employeurs de l'économie sociale et solidaire regroupe 25 membres représentant 70 000 entreprises employant plus d'un million de salariés. Elle rassemble 80 % des employeurs fédérés de l'ESS.

L'Udes est un syndicat patronal multi professionnel national soucieux de faire progresser la place et la performance de l'économie sociale et solidaire au service de l'intérêt général et d'un modèle de société qui sache conjuguer équité, solidarité et efficacité. Les propositions et les orientations qu'elle soutient ne sont ni opportunistes, ni court-termistes, ni catégorielles.

Elle a un rôle spécifique dans l'ESS : partenaire social, elle est l'interlocutrice des pouvoirs publics sur l'ensemble des thématiques de l'agenda social (orientation, emploi, formation professionnelle, protection sociale, dialogue social...).

### **Les missions de l'Udes**

L'union s'inscrit dans un mouvement visant à affirmer l'identité et la représentation des employeurs du champ de l'économie sociale et solidaire dans le dialogue social, tant au niveau national que dans les territoires :

- Fédérer les représentations d'employeurs de l'économie sociale et solidaire en leur offrant un lieu d'échanges, de coordination et d'actions concertées sur les questions relatives à la vie de leurs entreprises.
- Exprimer les positions, les besoins et les préoccupations de ses membres pour agir dans leur intérêt commun et peser du poids de son organisation collective
- Représenter les employeurs de l'ESS auprès des pouvoirs publics, des élus et des partenaires sociaux afin de promouvoir leurs propositions et de valoriser les particularités des modes d'entrepreneuriat proposés à l'économie sociale et solidaire
- Négocier et signer des accords collectifs de travail au niveau multi professionnel de l'économie sociale et solidaire

### **Les missions de l'Udes en Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Au regard de sa participation au développement de l'emploi et de l'activité économique, l'Udes contribue aux politiques régionales et aux démarches territoriales de concertation, assurant la défense et la promotion des intérêts des employeurs de l'ESS.

Elle siège au sein de différentes instances au niveau régional :

- Le Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (Crefop)
- Le Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser)
- La Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (Cress Paca)
- La Commission paritaire interprofessionnelle départementale des Hautes-Alpes (CPID 05)
- Le Comité régional d'orientation des conditions de travail (Croct)

Joël Derrives est le délégué régional Provence-Alpes-Côte d'Azur

## **La Friche la Belle de Mai**

Née de l'ancienne usine de la Seita, aujourd'hui lieu de création et d'innovation, La Friche la Belle de Mai est à la fois un espace de travail pour ses 70 structures résidentes (400 artistes et producteurs qui y travaillent quotidiennement) et un lieu de diffusion (600 propositions artistiques publiques par an, de l'atelier jeune public aux plus grands festivals).

Avec plus de 400 000 visiteurs par an, la Friche la Belle de Mai est un espace public multiple où se côtoient une aire de jeux et de sport, un restaurant, cinq salles de spectacles et de concert, des jardins partagés, une librairie, une crèche, 2 400 m<sup>2</sup> d'espaces d'exposition, un toit terrasse de 8 000 m<sup>2</sup>, un centre de formation.

Sur ce nouveau territoire culturel et urbain, on imagine, on crée, on travaille pour que chaque idée puisse trouver son terrain d'application. Toutes les formes d'expressions artistiques se retrouvent ici. Toutes les tendances. Toutes les générations. La découverte, la rencontre, le débat, l'inattendu sont à tous les coins de rues de ce bout de ville.

De acteurs viennent s'y installer régulièrement. Les derniers arrivés sont le GMEN, le centre national de création musicale de Marseille, l'École supérieure d'art et de design Marseille-Méditerranée, avec une plateforme d'expérimentation, l'incubateur Inter-made, l'association Boud'mer, le Lab0 (ou laboratoire zéro), une entité de la préfecture de région.

### **Une société coopérative d'intérêt collectif**

En 2007, la Friche se constitue en Société Coopérative d'Intérêt Collectif (Scic) au capital variable. De forme privée et d'intérêt public, la Scic permet d'associer des personnes physiques ou morales, publiques ou privées, qui entendent contribuer, par l'apport de capitaux, à la réalisation des objectifs de la coopérative.

La SCIC, par ses statuts, est mieux armée pour répondre aux nouvelles données territoriales (décentralisation, intercommunalités), pour véritablement travailler à l'échelle des enjeux urbains, en termes de fonctionnement, mais aussi d'aménagement. Elle rassemble dans son conseil d'administration des usagers du site (artistes, opérateurs) et les institutions publiques qui depuis 20 ans accompagnent le projet.

En 2016, la Friche a investi 4,5 M d'euros, avec l'aménagement d'une nouvelle place publique, la Place des Quais, d'un espace dédié aux jeunes et à l'enfance, la Plateforme, et d'un nouveau lieu pour la création musicale, le Module. Des réalisations sont à venir, comme la rénovation des bâtiments existants ou encore la création d'un parking souterrain.

## L'économie sociale et solidaire en chiffres

- 2 Français sur 3 bénéficient d'une mutuelle
- 1 Français sur 3 est sociétaire d'une banque coopérative
- 1 Français sur 3 est sociétaire d'une mutuelle d'assurance
- 1 Français sur 2 adhère au moins à une association

### Une économie qui redistribue

4,2 milliards € de salaires bruts distribués en Paca

Rémunérations ESS supérieures à celles de l'économie privée dans les secteurs du commerce, de la santé, de l'éducation, de l'hébergement et de la restauration

### Une économie qui emploie

Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 7<sup>e</sup> région de France en volume d'emplois avec 163 000 salariés, soit 1 emploi sur 10 et 13,5 % des emplois privés. Les  $\frac{3}{4}$  sont en CDI.

- 60 000 emplois dans l'action sociale
- 20 000 emplois dans l'enseignement
- 17 000 emplois dans les activités financières et d'assurances

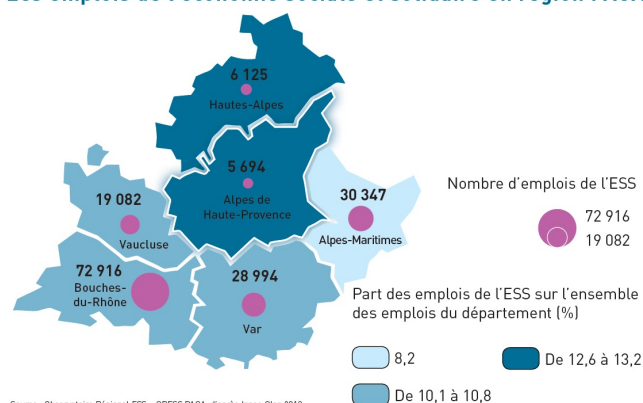
16 600 employeurs :

- 14 300 associations
- 1 600 coopératives
- 600 mutuelles
- 60 fondations

Provence-Alpes-Côte d'Azur est la 5<sup>e</sup> région de France en volume d'établissements employeurs.

L'ESS est un employeur de taille, les moyennes et grandes entreprises sont très implantées, elles emploient la moitié des salariés de l'ESS

Les emplois de l'économie sociale et solidaire en région PACA



94 % des métiers existent dans l'ESS

Les plus forts taux d'emplois

- Sport et loisirs : 60,4 %
- Action sociale : 58,4 %
- Activités financières et d'assurances : 34,4 %

### Une économie qui recrute

49 000 départs à la retraite d'ici 2027 dont 10 000 cadres.

### Une économie qui a de l'avenir

80 % des Français attendent des entreprises qu'elles aient aussi une mission sociale

### Une économie qui se professionnalise

71 % du budget des entreprises de l'ESS provient de la vente de produits et services en 2014.